

Référence de l'article :

---

Van de Velde Cécile, « **Indignés : les raisons de la colère** », *Cités*, Presses Universitaires de France, n.47-48, octobre 2011, p.293-297.



---

SUR LES MOUVEMENTS DES « INDIGNÉS »

---

*« Indignés » : les raisons de la colère*

CÉCILE VAN DE VELDE

Lame de fond ou soulèvement ponctuel ? La colère des jeunes « Indignés » espagnols interpelle. Tour à tour, d'autres jeunesse du Sud de l'Europe font entendre leurs voix, aujourd'hui en Grèce, hier au Portugal. Quelle que soit sa destinée, ce mouvement du printemps 2011 aura marqué un tournant majeur des mobilisations européennes de ces dernières décennies, par la conscience transnationale qu'il a de lui-même, et par un renouvellement profond du message « protestataire » initié par la jeunesse.

ENTRE LEURS MAINS

« Banquiers en prison ! », « Nous ne sommes pas des marchandises », « Ne tentez pas de nous vendre le soleil » : si le rejet du capitalisme

financier est au cœur des revendications des jeunes Espagnols, les slogans affichés résonnent comme autant de tentatives de prise en main d'un destin qui leur échappe doublement, tant à un niveau individuel que collectif. Y est en effet dénoncée l'incapacité grandissante des politiques à faire contrepoids aux logiques financières régulant les vies. Rappelons qu'en Espagne et au Sud de l'Europe, les plans d'austérité induits par la crise sont venus en quelque sorte « ajouter de l'insulte à la douleur » au sein des jeunes générations, cristallisant une frustration sociale sous-jacente depuis plusieurs années. Confrontées à un chômage de masse, ces jeunesse plus diplômées que leurs parents se vivent déclassées non seulement par le statut social, mais aussi, et surtout, par le logement : le « familialisme » des pays méditerranéens semble se

---

293

*« Indignés » :  
les raisons  
de la colère  
Cécile Van de Velde*

retourner contre lui-même, mettant à mal la capacité des individus à construire leur propre famille, dans des sociétés qui consacrent pourtant la fondation de son propre foyer comme marqueur symbolique de l'identité adulte. L'âge médian au départ de chez les parents est aujourd'hui situé autour de 28 ans au Sud de l'Europe. Les solidarités intergénérationnelles jouent encore leur rôle de palliatif, mais viennent de plus en plus contrarier les aspirations émergentes à l'autonomie ; le report prolongé de l'installation, même culturellement légitimé, tend à être vécu comme une injustice. C'était déjà le sens du mouvement – méditerranéen également – des « mille-euroistes », porté il y a quelques années par de jeunes trentenaires diplômés qui manifestaient leur dépit face à la faiblesse prolongée des salaires et au surendettement de long terme. Aujourd'hui, le mouvement des indignés met en scène des vies « à vendre » et la peur explicite d'une transmission du crédit immobilier aux générations futures. Le rejet du capitalisme financier et de l'ultralibéralisme est double : il se tourne contre l'endettement contraint au sein des vies individuelles, mais aussi contre le poids d'une dette héritée et le pouvoir attribué aux régulations financières transnationales sur la conduite des plans d'austérité.

#### UNE ALTERNANCE SANS ALTERNATIVE

C'est dans la résignation supposée des politiques face à cette orthodoxie financière qu'il faut lire la désillusion affichée des « indignés » vis-à-vis des institutions. Ce mouvement – du moins dans sa composante espagnole – frappe par son rejet du système traditionnel, sa dénonciation de l'impuissance du politique, et le défi qu'il lance aux classes dirigeantes. La désillusion est d'autant plus amère en Espagne que c'est le Parti socialiste au pouvoir qui a mis en place la rigueur, bloquant les perspectives des jeunes générations entrantes sur le marché du travail et l'espoir d'une alternance salvatrice. Il ne s'agit pas pour autant d'un mouvement « antiélites » – il est lui-même porté par des jeunes générations diplômées –, mais d'un appel à une plus grande responsabilité du politique, pris en flagrant délit d'impuissance, voire de corruption supposée. Cette mobilisation se veut donc apolitique, même si elle n'est pas dénuée d'idéologie : les indignés sortent du jeu électoral ordinaire et revendiquent une nouvelle place pour l'homme dans le capitalisme, par davantage de justice sociale et de « démocratie réelle ». Ils aspirent ainsi à une recomposition du panel de valeurs, portée entre autres par

le slogan : « Nos rêves sont plus grands que vos urnes. » Eux-mêmes ont opté pour une organisation relevant de la démocratie directe : auto-gérés sur la place Puerta del Sol de Madrid, des groupes de travail sont invités à formuler des propositions politiques alternatives. D'aucuns soulignent les risques « populistes » de ce rejet du système politique en place et d'une possible dérivation de ce « ni-ni » vers les extrêmes, d'autant plus que la cible prioritaire des indignés est invisible, logée dans un pouvoir financier difficilement incarné ou tangible. Il importe bien sûr de rester attentif aux modes de prolongement et d'absorption politiques de tels mouvements. Mais il serait également trompeur, voire dangereux, de les réduire à une simple contestation réactive, potentiellement populiste, et d'en absoudre ainsi les revendications profondes.

« TOMA LA PLAZA » : LE NOMBRE,  
L'IMAGE, LES GÉNÉRATIONS

Restaurer l'autonomie des vies, et une forme de souveraineté, si minimale soit-elle, de l'individu et du politique : c'est en ce sens que doit être saisie la double signification du slogan principal des indignés, « Toma la plaza ». Il s'agit bien sûr, dans son acception concrète,

d'occuper la place Puerta del Sol, à l'image de la fameuse place Tahrir quelques mois auparavant. Mais il s'agit aussi, dans son acception symbolique, d'inviter chacun à prendre sa place sociale, individuellement revendiquée, mais politiquement niée : une des composantes de ce mouvement dénonce la césure grandissante entre une société et sa jeunesse. La forme même du mouvement donne un écho directement visible à ce ressort de « remise en capacité » de l'individu. En s'appuyant sur un appel au rassemblement diffusé sur les réseaux sociaux, il échappe aux canaux politiques traditionnels et au relais de leaders identifiés. Dans une conscience aiguë de l'enjeu médiatique, les indignés jouent sur le visuel de l'effet de masse, par l'occupation pacifique et prolongée d'une place centrale ; *via* Facebook, ils assurent eux-mêmes le suivi quasi simultané de l'évolution de la mobilisation. Ces relais technologiques et médiatiques permettent une mise en résonance internationale et une matérialisation de l'impact de chacun sur l'évolution du mouvement. En d'autres mots, nous voici face à une génération qui prend conscience de son potentiel contestataire. C'est en ce sens – et en ce sens uniquement – que ces mouvements s'apparentent à ceux du « printemps arabe ». On peut supposer qu'en ouvrant l'horizon des

possibles, les mobilisations des pays maghrébins ont inspiré le déclenchement générationnel et la forme visuelle du mouvement des indignés ; eux-mêmes s'affilient explicitement aux jeunesses tunisiennes et égyptiennes. Ces mobilisations marquent l'émergence de nouveaux modes d'expression sociale et ont en commun de puiser leurs racines dans le terreau d'une frustration économique et d'une désillusion face au politique. Mais la comparaison s'arrête là, tant elles se distinguent par leur enjeu historique : quand les unes sont porteuses d'un changement de régime, voire d'une révolution, les autres appellent à davantage de justice sociale au sein de démocraties déjà constituées.

296

*Vie politique*

QUELLE  
INTERNATIONALISATION ?  
L'HOMME, LE CAPITALISME,  
L'ÉTAT

La mobilisation des indignés est-elle susceptible de poursuivre sa ronde ou de trouver un écho dans d'autres mobilisations plus au Nord de l'Europe ? Prises entre une injonction à l'autonomie et l'incapacité matérielle de s'y conformer, de nombreux pans des jeunesses européennes partagent cette frustration sociale. Pourtant, les différentes formes d'alliances État marché permettent encore de préserver

l'espoir d'un avenir personnel et une adhésion, même minime, au système. Dans toutes les enquêtes internationales, les jeunes du Nord de l'Europe restent les plus confiants en l'avenir et en la place que la société peut leur faire. Au sein des sociétés scandinaves, les politiques d'obédience sociale-démocrate ont activé les filets de sécurité étatiques face à la crise, renforçant l'accompagnement du chômage juvénile ; les mouvements sociaux de jeunesse y sont destinés à rester cloisonnés, comme dans le quartier de Christiania au Danemark. Les régulations à dominante libérale voient poindre la question du surendettement étudiant et de la contrainte financière pesant sur les parcours : à cet égard, de récents mouvements sociaux juvéniles au Royaume-Uni sont à relever, frappants de rareté. Toutefois, l'idéologie libérale parvient encore à susciter les espoirs de retournement ou d'ascension sociale. En France, si le sentiment de déclassement est partagé de façon transversale, il reste également canalisé dans la course « méritocratique » et anxieuse au diplôme : la crise s'est traduite par une pression encore accentuée aux études et à l'insertion. Émerge cependant une forme de dépit et de rejet croissant du « système » parmi ceux qui ont en quelque sorte « perdu la course » de la compétition scolaire, dépit

qu'une étincelle pourrait rapidement transformer en mobilisation. Ainsi, le mouvement des indignés répond aujourd'hui à une problématique du Sud de l'Europe, incluant également l'Irlande – elle aussi touchée par des plans d'austérité –, et dans une moindre mesure, la France. Mais ne cédon pas à une lecture exclusivement générationnelle d'une telle mobilisation : loin de se réduire à un réveil réactif de la jeunesse dans des sociétés vieillissantes, elle porte une interrogation de fond sur la place de l'Homme et des États au sein du capitalisme financier et

sur les marges de manœuvre laissées au politique en contexte de crise. C'est cette dimension qui, au-delà du caractère sporadique et spontané des rassemblements des indignés, et dans une temporalité large de quelques années, pourrait être relayée par d'autres générations. Marchandisation des vies, impuissance du politique : parce qu'elle répond à de profonds enjeux existentiels et sociaux, cette critique sociale est susceptible de s'ancrer désormais dans d'autres formes d'expressions politiques, au gré de divers cristalliseurs selon les sociétés.